UNIVERSITÉ DE TIZI-OUZOU

Grève générale des étudiants

Répondant à l'appel de la CLE, Coordination locale des étudiants et structure syndicale estudiantine représentative de tous les comités autonomes, les étudiants de l'université Mouloud-Mammeri de Tizi-Ouzou ont observé une grève générale dans la journée d'hier.

Un rassemblement ponctué par la fermeture du rectorat a été tenu devant le portail principal du campus Hasnaoua. Par ces actions, les étudiants entendent dénoncer «une situation amère et catastrophique au sein de tous les départements et de toutes les résidences et la mauvaise gestion de l'UMMTO par le recteur, en particulier, et par les responsables de l'université en général» dont les «les pratiques abusives des responsables de l'UMMTO envers la communauté universitaire» ont été pointées du doigt par les étudiants pour lesquels les autorités rectorales font dans la répression des étudiants et de leurs représentants, en usant de mesures conservatoires, d'interdiction d'accès à l'UMMTO décrétées à l'encontre des étudiants, sous peine d'agressions physiques par les agents de sécurité et des poursuites judiciaires, l'instrumentalisation des conseils de discipline». «Le refus continuel du dialogue et de la concertation» est l'autre grief retenu contre le recteur qui refuse de les recevoir même pendant la journée de réception. Les étudiants s'élèvent, aussi, contre «l'ingérence du wali dans les affaires de l'université en envoyant des agents de police pour interpeller les étudiants à l'intérieur de l'université, ce qui constitue une énième violation des franchises universitaires», lit-on sur la déclaration des étudiants qui reprochent aux responsables de l'université «le blocage des spécialités au niveau des différents départements, la mauvaise gestion de la rentrée socio-pédagogique des nouveaux bacheliers».

Les étudiants exigent, enfin, l'accès au master avec conditions ; réduction du volet pédagogique de l'année universitaire 2015-2016 pour rattraper le temps perdu en raison des grèves des enseignants et de la mauvaise gestion des responsables pédagogiques.

S. A. M.

TIPASA

Portes ouvertes sur les communes à Cherchell

Ce fut dans le cadre de la commémoration du 49e anniversaire de la promulgation du code communal (1967), qu'une cérémonie fut dédiée aux anciens maires des communes, aux membres des conseils communaux, aux responsables des délégations exécutives communales (DEC) et aux secrétaires généraux des daïras et des communes.

A ce titre, une cérémonie d'hommage fut organisée au niveau de la wilaya et a regroupé les présidents des communes ayant cumulé le plus grand nombre de mandats. Un hommage fut rendu aux maires actuels et à ceux victimes du terrorisme ainsi qu'aux secrétaires généraux des daïras et des communes

Lors de la matinée de cette journée, une cérémonie fut organisée en grande pompe par la commune de Cherchell, dédiée à l'inauguration de la journée «Portes ouvertes sur les communes», qui s'identifia à l'appellation «Musée de la commune», où furent exposées les traces des vestiges et de l'histoire de la commune de Cherchell post-coloniale à travers les âges.

L'affluence était grande au niveau du hall d'exposition de la bibliothèque de la ville, où des photos émouvantes, d'un passé cherchellois, furent exposées.

Plusieurs anciennes personnalités et élus de la ville de Cherchell furent conviés à cette cérémonie, à l'instar du premier maire de la ville post-indépendante, en l'occurrence M. Ali Nefafa. Sur les 16 maires anciens élus ou désignés dans le cadre des Délégations exécutives communales, nous avons croisé ceux encore en vie, à l'instar de Melhani Rachid, Oudai Hamid, Abdi Mohammed, Hadidi Cherif, Menai Abderahmane et Talbi Djeloul.

Les discours successifs du chef de la daïra et de l'actuel maire de Cherchell ont rappelé les dures conditions d'exercice de ce métier à risque et parfois dangereux au vu des circonstances vécues par le pays.

Le chef de la daïra de Cherchell, S. Akhrouf, a mis l'accent sur ce type de commémoration en vue de raviver les souvenirs des efforts et des sacrifices consentis par l'Etat et l'administration dans le cadre d'une gestion pérenne, à l'instar de la mise en œuvre des systèmes électronique, informatique et automatisé pour faciliter l'accueil et le règlement des préoccupations citoyennes.

Au niveau du siège de la Wilaya, les pionniers des maires élus furent honorés à leur tour tels M. Sedaoui, ex-maire de Messelmoun et M. Lebtahi, ex-maire de Gouraya.

Tandis que les secrétaires généraux des communes de Sidi Amar, Gouraya, Damous, ils furent à leur tour honorés, ainsi que la secrétaire générale de la daïra de Koléa, Mme Kada Hassiba.

Houari Larbi

TLEMCEN

Les entreprises chinoises rappelées à l'ordre

Le wali de Tlemcen n'est pas allé de main morte pour signifier aux entreprises chinoises, chargées de réalisations, qu'aucun retard ne sera toléré à l'avenir et que l'Etat n'hésitera pas à recourir à la résiliation de contrats.

C'est lors d'une visite d'inspection des projets en cours, à Chetouane et Mansourah, que des retards ont été constatés, et s'il y a une chose dont le chef de l'exécutif ne veut plus entendre parler, c'est justement les retards dans les délais d'exécution.

Encore une fois le problème de main-d'œuvre se pose avec acuité dans le secteur du bâtiment, et il semble qu'il n'est pas près d'être résolu, si une véritable stratégie ne n'est pas engagée.

Nous rappelons pour la circonstance les revendications du patronat du BTPH : le Dr Abdelmadjid Dennouni n'a cessé de le répéter, l'importation de la main-d'œuvre qualifiée est un besoin crucial pour l'avenir du bâtiment.

De même qu'il est intéressant de rappeler que le ministère de l'Habitat vient de rendre publique la liste de présélection des entreprises ayant qualification pour les «études et réalisations».

Dans cette liste, on remarque une forte présence d'entreprises chinoises.

En effet, dans cette short-list, ce sont les Chinois et les Turcs qui raflent la mise. Après l'avis de publication de la short-list, les responsables du BTPH expriment leur grande inquiétude, car encore une fois, c'est la priorité nationale qui est ignorée au moment où le gouvernement ne cesse d'appeler à l'intégration de l'outil national.

L'avenir reste incertain pour les 800 000 travailleurs du bâtiment et des petites entreprises de ce même secteur.

M. Zenasni

BENBADIS (SIDI-BEL-ABBÈS)

Les postulants manifestent contre le quota de logements sociaux distribués

Dans la journée d'hier, des dizaines de prétendants aux logements sociaux ont afflué vers le siège de l'APC de Ben-Badis pour observer un sit-in. L'inédit dans ce mouvement de contestation n'est pas dans le fait de ne pas avoir été satisfaits lors de la distribution des 48 logements sociaux dont la liste a été affichée mardi dernier, mais l'exigence d'un quota plus important pour les centaines de demandes qui restent en souffrance dans les bureaux de l'administration. «Nous ne contestons pas les bénéficiaires de ces 48 logements, nous exigeons plus de réalisations de logements sociaux pour satisfaire la demande des mal-logés.»

Les manifestants souhaitent, par leur mouvement, amener les services compétents à se pencher sur la situation des sans-logements et des mal-logés.

A. M.

JIJEL

Le transport scolaire, un sérieux problème

En dépit des efforts consentis par les pouvoirs publics pour assurer une bonne scolarité aux élèves des régions rurales et montagneuses, force est de constater que le transport scolaire demeure un sérieux problème pour ces élèves.

Lors du conseil de wilaya tenu mardi, le wali a interpellé les chefs de daïras afin de prendre en charge cette préoccupation qui pénalise lourdement les élèves dans ces régions.

Ceux-ci sont contraints de parcourir des kilomètres pour rejoindre leurs établissements. Il convient de souligner que le parc du transport scolaire dans la wilaya est doté de pas moins de 102 bus pour l'ensemble des 258 communes, soit une moyenne de 3 bus par commune ; cependant la gestion populiste des maires concernant la prise en charge de cette préoccupation a montré ses limites.

Lors de la réunion, le chef de l'exécutif a instruit les responsables des secteurs concernés pour prendre en charge cette préoccupation qui influe négativement sur le rendement scolaire des élèves dans les régions enclavées.

Bouhali Mohamed-Cherif

La grogne de dizaines de citoyens de Herraten

Des dizaines de citoyens de la localité de Herraten ont tenu, hier, un sit-in devant le siège de la wilaya pour protester contre la décision de démolition de leurs baraques, prise par les services de la commune de Jijel.

Les citoyens protestataires réclament leur relogement dans le cadre de la résorption de l'habitat précaire initiée par les autorités locales pour se débarrasser des bidonvilles. Les contestataires ont été reçus par le chef de cabinet du wali.

Il y a lieu de signaler que ces protestataires ne sont pas concernés par le recensement effectué par les services de la wilaya en 2007 et, par conséquent, ils n'ont pas le droit de bénéficier d'un relogement.

Notons, enfin, que les services de la wilaya ont procédé récemment au recasement de 224 familles dans les communes de Jijel et d'El Ancer .

B. M.-C.

À L'APPEL DU SNAPAP

Marche contre la misère sociale à Béjaïa

La section locale du Syndicat national des personnels de la Fonction publique (Snapap) de Béjaïa a organisé, hier dans la matinée, une marche regroupant des dizaines de travailleurs tous secteurs confondus, suivie d'un sit-in à la place Saïd-Mekbel. Le rejet de la nouvelle loi de finances était le principal mot d'ordre de la manifestation.

Issus des différents secteurs de l'administration publique, de l'éducation, de la santé entre autres, les travailleurs ont d'emblée boycotté leurs postes de travail à l'appel du Syndicat pour une journée de grève, pour ensuite répondre favorablement à l'appel de la Fédération de wilaya, qui a organisé ce rendez-vous de protestation.

La grogne ayant investi ces dernières semaines toutes les couches sociales, en particulier au lendemain de l'exécution des nouvelles dispositions relatives à la loi de finances 2016, a été longuement soutenue par les syndicats lors de ce rassemblement.

«Nous en avons ras-le-bol de la misère dont laquelle se retrouve aujourd'hui le simple salarié, c'est une loi qui appauvrit et qui tue les ménages, ça suffit. Le pouvoir est appelé à réviser ses engagements, sinon le pire est à venir», avait martelé un syndicaliste devant la foule, avant qu'un autre lui succède pour fustiger encore «la loi de misère» en déclarant «comme ces décideurs ont voulu instaurer une augmentation pour tous les produits de consommation, ils sont donc obligés de remédier de la même sorte aux grilles salariales. Nous sommes ici pour dire halte à la marginalisation ! Nous sommes las de la misère et de la politique de précarité prônée par les pouvoirs publics».

La politique salariale en faveur du pouvoir d'achat, la réduction de l'impôt sur le revenu global (IRG), la révision des lois de la Fonction publique, le respect des libertés du travailleur, la reconnaissance des droits des retraités, l'amélioration des allocations des femmes au foyer, des allocations familiales et scolaires et un local digne pour le syndicat en question, étaient les revendications principales de la journée d'hier du Snapap.

Kamel Gaci